



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

- 2 MARS 2026

**Arrêté complémentaire n° 110/2026/DREAL/UD88 du
relatif aux modifications des installations sur le site de la société WM 88
situé sur le territoire de la commune de CHATENOIS**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 1960, modifié par n° 201/67 du 11 octobre 1967 pour l'exploitation d'une fabrique de meubles au nom de la société MANUEST – BREUIL et Cie (Rubrique 81 : atelier de travail du bois), sous le régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 70/78 du 20 avril 1978 pour l'extension des activités d'application de peintures et vernis, de séchage de peintures et vernis (Rubriques 405 B-1-a et 406-1-a) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 222/84 du 23 février 1984 autorisant l'extension du site suite à la modification de la chaufferie bois, de la construction d'un atelier de 4 920 m², de l'extension d'un abri à bois de 570 m² et du magasin de 420 m² ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 283/2018 du 13 février 2018 modifiant les conditions d'exploitation en actant l'enregistrement de la rubrique 1510 ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant du 21 septembre 2011 au profit de la société WM88 ;
- Vu la modification de la nomenclature des installations classées, par décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017, qui a fait passer l'activité du travail du bois (rubrique 2410) du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement ;
- Vu le porter à connaissance de la société WM 88 en date 02 octobre 2025, complété le 15 décembre 2025 informant l'inspection des installations classées d'un projet de modification de ses installations ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 08 janvier 2026 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société WM 88 par courrier en date du 12 janvier 2026 ;
- Considérant que la société WM 88 n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 12 janvier 2026 ;
- Considérant que le site de la société WM 88 a été régulièrement autorisé pour ses activités de fabrication de cuisines et de salles de bains en kit, ses activités d'application de peintures et vernis, de séchage de peintures et vernis et ses activités d'entrepôts couverts au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1- Modification des installations

La société WM 88, dont le siège social est situé 2 place de la gare – 88170 – CHATENOIS, est autorisée à modifier ses installations situées à la même adresse dans les conditions prévues dans son dossier déposé le 02 octobre 2025 complété le 15 décembre 2025 susvisé et sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La liste des rubriques en activité sont les suivantes :

Rubriques ICPE		Volume autorisé	
N°	Désignation rubrique	Activité	Régime
2410-B-2	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues : Autres installations que celles visées au A, la puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW.	Puissance installée : 1 450 KW	E ¹
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Entrepôt logistique 104 290m ³ + Bâtiment stockage polystyrène 3 800m ³ + Zone de production avec stockage 83 305 m ³ + Magasin général 22 275 m ³ + Bâtiment « haut »	E

¹E : Enregistrement

Rubriques ICPE		Volume autorisé	
N°	Désignation rubrique	Activité	Régime
		+ 7193 m ³ : passe à 61 963 m ³ + baisse du stockage de carton et d'emballage passe à 500 m ³ = 276 133 m ³	
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	Distribution de GPL	DC²
2940-2-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	Encollage : 85 kg/j	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme	Chaufferie (gaz naturel) : 1.1 MW Radiants : 5.6 MW	D³

² DC : Déclaration soumise à contrôle périodique

³D : Déclaration

Rubriques ICPE		Volume autorisé	
N°	Désignation rubrique	Activité	Régime
	exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Groupe électrogène pour le sprinklage : 200 kW + Ajout de modules de chauffage type « Aérothermes gaz » de 1,1 MW = puissance totale de 8 MW	
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Charge de batteries des charriots élévateurs. Puissance totale : 104 kW	D
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 t.	Cuve de GPL de 7.4 m ³ , soit environ 4.1 t	NC ⁴

⁴NC : Non concerné

Article 3 – Besoin en eau pour la lutte contre l'incendie du « bâtiment haut » incluant l'extension

Le besoin en eau (calcul D9) pour la lutte contre l'incendie du « bâtiment haut », incluant l'extension, est de 900m³.

Article 4 – Rétention des eaux d'extinction d'incendie pour l'extension

La capacité de rétention pour contenir les eaux d'extinction d'incendie (calcul D9A), de l'extension de 1200 m², est de 347 m³.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société WM 88 et dont copie sera déposée à la mairie de CHATENOIS et pourra y être consultée, ainsi qu'au sous-préfet de Neufchâteau.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le - 2 MARS 2026

Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARIA